

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS

## MARCHE PUBLIC DE SERVICE

2025-009 – Mission d'assistance à maîtrise  
d'ouvrage pour le renouvellement des  
marchés de nettoyage et d'accueil pour  
l'Université de Paris Nanterre

Le marché est passé selon une procédure  
adaptée suivant les articles L2123-1 et  
R2123-1, R2123-4, et R2123-5 du Code de  
la Commande Publique (ci-après « le CCP  
»).

## Sommaire

---

<b>Article 1. Disposition Générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché .....	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations .....	6
1.3 Procédure .....	6
1.4 Nature – forme – montant du marché .....	6
1.5 Allotissement .....	7
1.6 Modalités d'affermissement des tranches optionnelles .....	7
1.7 Réalisation de prestations similaires .....	7
<b>Article 2. Durée et délai d'exécution du marché .....</b>	<b>7</b>
2.1 Délai relatif à la notification du marché .....	7
2.2 Durée du marché .....	7
2.3 Délais .....	8
2.4 Prolongation des délais d'exécution .....	8
<b>Article 3. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>8</b>
3.1 Pièces particulières .....	8
3.2 Pièces générales .....	9
3.3 Ordre de préséance .....	9
3.4 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles .....	9
3.5 Pièces à remettre au titulaire .....	10
<b>Article 4. Prix et règlement des comptes .....</b>	<b>10</b>
4.1 Contenu et caractère des prix .....	10
4.2 Caractéristique des prix pratiqués .....	10
4.3 Variation dans les prix .....	10
4.3.1 Type de variation dans les prix .....	10
4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché .....	11
4.3.3 Communication des prix révisés : .....	11
4.4 Clause de sauvegarde .....	11
4.5 Modalités de paiement en cas de groupement .....	12
<b>Article 5. Rythme de la facturation .....</b>	<b>12</b>
5.1 Facturation .....	12
5.2 Intérêts moratoires .....	13
5.3 Avances .....	14
5.3.1 Conditions de l'avance .....	14

5.3.2	En cas de sous-traitance .....	14
5.3.3	Conditions de remboursement.....	14
5.4	Clôture budgétaire .....	15
<b>Article 6.</b>	<b>Confidentialité .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 7.</b>	<b>Sous-Traitance.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 8.</b>	<b>Développement durable.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 9.</b>	<b>Opérations de vérification.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 10.</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>16</b>
10.1	Principes généraux.....	17
10.2	Pénalités pour retard.....	17
10.3	Pénalités pour absence à une réunion.....	17
10.4	Pénalités pour travail dissimulé.....	17
<b>Article 11.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 12.</b>	<b>Redressement ou liquidation judiciaire du titulaire.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 13.</b>	<b>Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....</b>	<b>18</b>
13.1	Travailleurs étrangers.....	18
13.2	Travail illégal .....	18
13.3	Travailleurs handicapés .....	19
<b>Article 14.</b>	<b>Resiliation .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Article 15.</b>	<b>Nantissement .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 16.</b>	<b>Force majeure .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 17.</b>	<b>Changement affectant le titulaire .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 18.</b>	<b>Droit d'usage des documents.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 19.</b>	<b>Clauses de reexamen.....</b>	<b>20</b>
<b>Article 20.</b>	<b>Litiges .....</b>	<b>21</b>
20.1	Contestation et litige.....	21
20.2	Règlement à l'amiable.....	21
20.3	Règlement à juridictionnel.....	21
<b>Article 21.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-PI.....</b>	<b>22</b>

## Article 1. Dispositions Générales

---

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché concerne une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation des marchés de propreté et d'accueil-logistique de l'Université.

Le prestataire choisi à l'issue de la procédure adaptée est ci-après désigné "Le Titulaire".

Le Titulaire aura au titre de ce marché une obligation de résultat.

Le Titulaire est réputé capable d'assurer la mission dans son entièreté tant sur le domaine de la propreté que dans le domaine de la prestation d'accueil.

Le marché de prestation propreté a pour objet la mise en propreté des locaux et espaces affectés à l'Université Paris Nanterre (UPN), les bâtiments de sport du campus de Nanterre et l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) incluant la vitrerie, la fourniture des équipements sanitaires et des consommables associés, le ramassage et le tri des déchets jusqu'aux points de collecte dédiés (notamment la gestion des déchets concernant l'hygiène féminine).

Le marché de prestation d'accueil a pour objet des prestations d'accueil des usagers et de logistique sur l'ensemble des sites de l'Université de Paris Nanterre de l'Université Paris Nanterre. Les missions de ces marchés visent à assurer :

- L'exécution du service intérieur (bon fonctionnement et logistique des bâtiments, gestion des courriers, manutention, gestion des microphones, dépannage audiovisuel de premier niveau, rangement de la loge...) ;
- Accueil des personnels, usagers et visiteurs ;
- De veiller au respect et à l'application des arrêtés pris par la Présidence de l'Université (affichage, utilisation d'application de planning, surveillance des tableaux d'affichage) ;
- Remonter les dysfonctionnements et les sinistres aux services concernés selon leur procédure et validé par le responsable logistique (ex : dégradations, fuites, etc) ;
- Pour certains lots : gestion de la cafétéria, affranchissement.

Le Titulaire déclare être parfaitement informé de la nature des missions qui lui sont confiées.

Ce marché concerne les installations des trois sites de l'Université Paris Nanterre :

- Le Campus de Nanterre : 200 avenue de la République - 92000 Nanterre –
  - +35 000 étudiants et étudiantes
  - 1 campus principal "vert" de 32 hectares, 12 hectares d'espace vert
  - 24 bâtiments de recherche et formation,
    - 9 bibliothèques,
    - 1 musée-bibliothèque : La contemporaine
    - 1 centre sportif composé de trois gymnases ; d'une salle cardio/musculation, Salle d'haltérophilie / cross training, une salle de danse, salle de fitness, salle de dojo, une piscine
    - 1 Théâtre : le Théâtre Bernard-Marie Koltès

- Site de St Cloud – 1 bâtiment Pôle des Métiers du Livre : 11 avenue Pozzo Di Borgo - 92210 Saint Cloud
  - Ce site accueille le pôle Métiers du livre de l'Université (MEDIADIX, centre régional de formation aux carrières de bibliothèque, département InfoCom de l'IUT et master Métiers du livre et de l'édition de l'UFR SITEC).
  - Une bibliothèque
- Site de Ville d'Avray : 50 rue de Sèvres - 92410 Ville d'Avray
  - 9 bâtiments
  - Ce site accueille le pôle Sciences pour l'ingénieur de l'Université (Institut Universitaire de Technologie et UFR SITEC),
  - Il dispose d'installations scientifiques et technologiques
  - Une bibliothèque

Le marché se décompose en **plusieurs parties distinctes** avec une tranche ferme et des tranches optionnelles.

1. Audit (tranche ferme)
2. Réalisation de scénarios et définition du besoin (tranche ferme)
3. Aide à la rédaction, passation et au lancement du marché de nettoyage (tranche optionnelle)
4. Aide à la rédaction, passation et au lancement du marché d'accueil (tranche optionnelle)
5. Aide à l'adhésion au marché de nettoyage de l'UGAP (tranche optionnelle)
6. Accompagnement du suivi des marchés sur la première année (tranche optionnelle)
7. Accompagnement du suivi des marchés sur la deuxième année (tranche optionnelle)
8. Accompagnement du suivi des marchés sur la troisième année (tranche optionnelle)
9. Accompagnement du suivi des marchés sur la quatrième année (tranche optionnelle)

Les interlocuteurs en charge du pilotage de la mission d'AMO sont les personnes suivantes :

- Directrice de la logistique
- Responsable logistique en charge du marché de propreté et accueil-logistique
- Responsable du service achat et marché

Le titulaire s'engage à exécuter le ou les prestations pour lesquelles il s'engage, telles qu'elles sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« CCTP »), selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur.

## **1.2 Lieu d'exécution des prestations**

Les prestations ont lieu sur les trois sites de l'université Paris Nanterre à savoir :

### **Site principal**

Université de Paris Nanterre  
200, avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex

### **IUT de Ville d'Avray**

UFR SITEC  
50 rue de Sèvres  
92410 VILLE D'AVRAY

### **IUT de Ville de Saint-Cloud**

11 Avenue Pozzo-di-Borgo  
92210 SAINT-CLOUD

**Le détail des prestations figure aux cahiers des clauses techniques particulières.**

## **1.3 Procédure**

Le marché est passé selon une procédure adaptée suivant les articles L2123-1 et R2123-1, R2123-4, et R2123-5 du Code de la Commande Publique (ci-après « le CCP »).

## **1.4 Nature – forme – montant du marché**

La présente consultation est un marché de service conclu par un prix global et forfaitaire

Il est composé de deux tranches fermes comportant les missions suivantes :

1. Audit (tranche ferme)
2. Réalisation de scénarios et définition du besoin (tranche ferme)

Ainsi que sept tranches optionnelles suivantes :

3. Aide à la rédaction, passation et au lancement du marché de nettoyage (tranche optionnelle)
4. Aide à la rédaction, passation et au lancement du marché d'accueil (tranche optionnelle)
5. Aide à l'adhésion au marché de nettoyage de l'UGAP (tranche optionnelle)
6. Accompagnement du suivi des marchés sur la première année (tranche optionnelle)
7. Accompagnement du suivi des marchés sur la deuxième année (tranche optionnelle)
8. Accompagnement du suivi des marchés sur la troisième année (tranche optionnelle)
9. Accompagnement du suivi des marchés sur la quatrième année (tranche optionnelle)

### **1.5 Modalités d'affermissement des tranches optionnelles**

L'acheteur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle. En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCTP du présent marché.

La décision d'affermissement des tranches optionnelles pourra intervenir pendant toute la durée du marché.

La décision d'affermissement fera l'objet d'une décision produite par le pouvoir adjudicateur et sera transmise au titulaire du marché.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

### **1.6 Allotissement**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché se compose d'un lot unique.

Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, la dévolution en lots risquerait de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. De plus, les prestations requièrent une homogénéité dans la méthodologie de réalisation.

### **1.7 Réalisation de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## **Article 2. Durée et délai d'exécution du marché**

---

### **2.1 Délai relatif à la notification du marché**

En application de l'article 3 du CCAG-PI, lorsque la notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai, est effectuée par le biais d'un profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur est adressé, certifié par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ou, à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI, la notification de l'accord-cadre consistera en la remise uniquement de l'acte d'engagement au titulaire.

### **2.2 Durée du marché**

Le marché démarre à compter de sa notification.

Le marché est conclu pour toute la durée de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Pour la tranche ferme, le marché court de la notification du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'à la fin de la mission n°2, définition du besoin et réalisation de scénarios. Sa durée estimative 3 mois.

Les tranches optionnelles n°3 à 4 ont une durée estimative de 8 mois.

La tranche optionnelle n° 5 a une durée estimative de 5 mois.

Les tranches optionnelles 6 à 9 ont une durée de 12 mois.

## **2.3 Délais**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCTP et à défaut dans chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché. Les prestations seront exécutées à compter de la date de notification de celui-ci.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## **2.4 Prolongation des délais d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Ainsi, si aucune cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire (fait de l'acheteur public, événement ayant le caractère de force majeure...) fait obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels, une prolongation de ces délais pourra être accordée par l'acheteur public.

Le délai étant prolongé, ce dernier a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le Titulaire signale à l'acheteur public les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel.

Le titulaire s'engage donc à les notifier dans les plus brefs délais à l'Université Paris Nanterre sous réserve que le bon de commande concerné n'arrive pas à son terme.

Il indique, par la même demande, à l'acheteur public la durée de la prolongation demandée.

**Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.**

## **Article 3. Pièces constitutives du marché**

---

### **3.1 Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité:

- L'Acte d'Engagement et ses annexes :
  - o Le décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire.



Le Titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer aussitôt par tout moyen (avec traçabilité) le Maître d'Ouvrage, pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être notifiée par écrit. A défaut, cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire. Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par le Titulaire et comprises dans son prix.

Le CCAG-PI, bien que matériellement non joint au marché public, est réputé parfaitement connu des parties.

### **3.2 Pièces générales**

- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie;
- Le code de la commande publique.

### **3.3 Ordre de préséance**

Les pièces contractuelles désignées ci-avant qui constituent le marché sont complémentaires et forme un tout, toutefois il est précisé qu'en cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces du marché, ce sont les indications ou stipulations de la pièce située plus haut dans l'énumération donnée ci-dessus qui priment sur les autres.

Les conditions générales de vente du Titulaire ne s'appliquent pas au présent marché, seules les conditions contractuelles du présent marché font foi.

Plus généralement, ne constitue pas une contradiction, l'omission dans un document contractuel d'une prestation ou obligation qui figure dans un autre de ces documents. En pareil cas, la prestation ou l'obligation doivent être exécutées.

En conséquence, le titulaire ne peut arguer que des erreurs peuvent le dispenser d'exécuter toutes les prestations nécessaires, ou font l'objet d'une demande de supplément de prix.

En outre, toute mention portée par le titulaire sur les pièces du marché qu'il a établies ou complétées est réputée non écrite lorsqu'elle vise à :

- Modifier les documents contractuels du marché ;
- Modifier les conditions d'exécution des prestations ;
- Exclure des prestations prévues au marché;
- Modifier les conditions et modalités de paiement ;
- Modifier la durée ou les conditions de garantie.

### **3.4 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles**

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de l'université fait seul foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des

conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **3.5 Pièces à remettre au titulaire**

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de son (ses) annexe(s) délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les autres pièces constitutives du marché (le CCAP, le CCTP) pourront être retransmises par courriel au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Le CCAG-PI est consultable sur le site :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **Article 4. Prix et règlement des comptes**

---

### **4.1 Contenu et caractère des prix**

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le prix est exprimé en euros. Le présent marché est conclu à prix forfaitaire. Les prix applicables au marché sont ceux figurant dans les annexes financières à l'acte d'engagement (DPGF).

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par l'acheteur au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire. Il s'agit de l'ensemble des prestations de la tranche ferme et des tranches optionnelles.

Le prix est réputé comprendre les sujétions de toutes natures, quelles qu'elles soient, ainsi que toutes les obligations édictées dans les différents documents définissant le présent projet de manière à assurer la complète exécution.

### **4.2 Caractéristique des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application de prix forfaitaire par le titulaire via la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF).

### **4.3 Variation dans les prix**

#### **4.3.1 Type de variation dans les prix**

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisibles annuellement à la date d'anniversaire par application de la formule paramétrique ci-dessous :

$$P = P_o [0,15 + 0,50(ICH\text{Trev-TS}/HT\text{rev-TSo}) + 0,35 (FDS3/FSD3o)]$$

Dans laquelle :

**P** = Prix révisé hors TVA.

**P<sub>o</sub>** = Prix de base annuel hors TVA établi en début de marché public (lors de la remise des offres : mois 0).

**ICH<sub>Trev-TS</sub>** (Coût horaire du travail révisé - Tous salariés) = Indice définitif connu à la date d'échéance annuelle.

**ICH<sub>Trev-TSo</sub>** (Coût horaire du travail révisé - Tous salariés) = Indice définitif connu à la date de remise des offres (mois 0).

**FSD3** = dernier indice frais et services divers connu à la date anniversaire du contrat.

**FSD3o** = indice frais et service divers définitif à la date de remise des offres (mois 0).

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessus.

A défaut de proposition par le titulaire, les anciens prix continueront à courir pour l'année entière.

#### 4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro »

#### 4.3.3 Communication des prix révisés :

Les prix pourront être révisés sur demande du titulaire à la date anniversaire du marché et seront fermes pour la période considérée.

Le titulaire doit notifier à l'Université la demande de révision par courriel à l'adresse générique du service des marchés publics qui est la suivante: [marches.publics@liste.parisnanterre.fr](mailto:marches.publics@liste.parisnanterre.fr) au plus tard un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Passé ce délai d'un mois avant l'échéance annuelle, la demande de révision ne pourra être prise en compte et les anciens prix s'appliqueront encore un an.

#### 4.4 Clause de sauvegarde

Si l'application des dispositions qui précèdent, conduit à une variation des prix unitaires supérieure à **3 %**, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat.

Toutefois, pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, le marché sera prorogé d'un trimestre avec l'application d'une hausse limitée à 3 % sur les prix unitaires pour les seuls besoins correspondants à la période considérée.

#### 4.5 Modalités de paiement en cas de groupement

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les prestations exécutées par chacun d'eux pourront faire l'objet d'un paiement individualisé. L'acte d'engagement devra indiquer la répartition et le montant des prestations réalisées par chacun des membres du groupement.

La remise de la facture au pouvoir adjudicateur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer pour chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le présent marché.

### Article 5. Rythme de la facturation

---

#### 5.1 Facturation

Le paiement se fera sur demande du titulaire après admission des différentes phases (missions) et sur présentation des factures dans le délai global de paiement.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'exécution des services.

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de siren ou de Siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché 2025-009 inscrit sur le bon de commande précité ;
- La référence du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées au regard de la DPGF ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation ;
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.



Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

#### **Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :**

Les factures du titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	<b>Service facturier NANTERRE = 03</b>
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	<b>OUI</b> : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) <i>Numéro de marché facultatif mais préférable</i>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par les Articles L2192-1 à L2192-7 du code de la commande publique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

## 5.2 Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, conformément aux articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'Acte d'Engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-12 du code de la commande publique, le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture conforme via chorus pro.

Si le délai de paiement susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Conformément à la disposition susmentionnée, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Clôture budgétaire

Le titulaire est informé que la réglementation de la comptabilité publique impose aux administrations une clôture de l'exercice budgétaire à une date impérative distincte et antérieure à la fin de l'année civile. Le titulaire s'engage à respecter les instructions données par l'Université pour faciliter la gestion financière de fin d'année budgétaire.

## 5.3 Avances

### 5.3.1 Conditions de l'avance

Conformément à l'article L.2191-2 et suivants du CCP, le cocontractant aura droit à une avance égale à **5%** si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Si la durée du marché est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Les modalités de calcul de l'avance **de 5%** se font dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du CCP relatif aux marchés publics au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

### 5.3.2 En cas de sous-traitance

Une avance de **5%** est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R.2191-6 du CCP.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du CCP relatif aux marchés publics au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

### 5.3.3 Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

## 5.4 Clôture budgétaire

Le titulaire est informé que la réglementation de la comptabilité publique impose aux administrations une clôture de l'exercice budgétaire à une date impérative distincte et antérieure à la fin de l'année civile. Le titulaire s'engage à respecter les instructions données par l'Université pour faciliter la gestion financière de fin d'année budgétaire.

## Article 6. Confidentialité

---

L'article 5 du CCAG-PI est applicable à ce marché.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation sans indemnité du marché.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement UE 2016/679) ou « RGPD » dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

En tant que responsables du traitement indépendant, les parties s'engagent notamment à :

- Respecter collecter, traiter et utiliser les données personnelles uniquement pour les finalités déterminées, légitimes et explicites.
- Déterminer les bases légales ainsi que les durées de conservation adéquates à leur traitement.
- Mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour protéger ces données contre tout accès non autorisé, toute divulgation, altération ou destruction.
- Respecter les droits des personnes concernées, tels que le droit à l'information, d'accès, de rectification et d'opposition.
- Notifier en cas de violation de données touchant les données personnelles transmises entre les parties.

Les parties s'engagent enfin à respecter l'ensemble des autres obligations énoncées par le RGPD.

## Article 7. Sous-Traitance

---

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-3 du Code de la Commande Publique et en



application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG-PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

**Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.**

- ❖ Si la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, l'acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement pour les sous-traitants désignés au marché. Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter.
- ❖ Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le prestataire est tenu de communiquer l'acte spécial de sous-traitance au plus tard une semaine avant l'intervention du sous-traitant.

Dans le cas où le Titulaire sous-traiterait une partie des prestations faisant l'objet du marché, le Titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'Université de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Le titulaire doit notamment répercuter à l'identique dans ses contrats de sous-traitance les clauses de cession figurant à l'article 13 du présent CCAP.

**En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.**

## **Article 8. Développement durable**

---

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG-PI s'appliquent.

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des objectifs de développements durables. L'objectif final étant que les futurs marchés soient plus performants en la matière. Ces objectifs sont précisés dans le CCTP dans chacune des missions.

## **Article 9. Opérations de vérification**

---

Les opérations de vérifications des prestations sont réalisées conformément aux articles 28 et suivant du CCAG-PI

## **Article 10. Pénalités**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il est stipulé ce qui suit :

Les pénalités ci-dessous sont exclusives l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler.



Les montants, donnés en euros, ou au prorata du marché, s'appliquent sur les montants toutes taxes comprises.

Les pénalités ne donnent pas lieu au calcul de la TVA.

Les pénalités sont applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, mais uniquement d'un constat de retard à l'occasion d'un point d'avancement sur le planning.

Celles-ci restent acquises à l'université en rémunération de ses peines, débours, et diligences sans que celui-ci ait à en fournir un quelconque détail.

L'université peut, par décision unilatérale, faire une remise totale ou partielle des pénalités au vu des efforts de rattrapage effectués par l'entreprise.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG, les pénalités ne font pas l'objet d'un seuil plafond

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG, les pénalités sont applicables au premier euro.

### **10.1 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG, lorsque le délai contractuel d'exécution d'un volet de la mission, tel que renseigné au bon de commande correspondant est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à une pénalité de 50 € par jour de retard.

Le déclenchement de la pénalité s'effectue le jour ouvré suivant le dernier jour du délai contractuel.

### **10.2 Pénalités pour absence à une réunion**

En cas d'absence à une réunion à laquelle le titulaire a été expressément convoqué, une pénalité forfaitaire de 100 euros HT sera appliquée, sauf accord préalable de l'université.

### **10.3 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 11. Assurances**

---

Le titulaire est tenu d'adresser à l'Université, avant le début d'exécution du marché, un exemplaire de sa police d'assurance au titre de sa responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle.

Celle-ci, conformément au Code des assurances, doit notamment garantir la responsabilité civile au titre du marché pour les pertes, accidents et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, survenus lors de la conduite des prestations ou dans l'exécution du présent marché, et ce quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Si par la faute du contractant, l'indemnité perçue ne couvrait pas entièrement le dommage, l'Université conserve un droit de recours personnel.

En cas de sinistre, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations objet du présent marché.

Le titulaire prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance. Il est tenu d'informer l'Université de toute modification de sa police d'assurance, et de lui adresser, le cas échéant, un nouvel exemplaire. Cette information n'engage en rien la responsabilité de l'Université pour le cas, où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de l'assurance s'avérerait insuffisant.

Le titulaire devra tenir l'Université informée de toute modification afférente à son contrat d'assurance (avenant, résiliation, changement de compagnie, garantie, ...) dans un délai d'un mois.

## **Article 12. Redressement ou liquidation judiciaire du titulaire**

---

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **Article 13. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

---

Le titulaire est tenu de se conformer aux lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail et notamment aux obligations énoncées à l'article 6 du CCAG-PI.

Il est également tenu de se conformer au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France.

### **13.1 Travailleurs étrangers**

Le titulaire devra s'assurer que la situation de ses employés est en conformité avec les dispositions prévues aux articles L.5221-2 et L. 5221-5 et suivants du Code du travail.

### **13.2 Travail illégal**

Le titulaire devra se conformer strictement aux dispositions de la loi 97.210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé, au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail

Par ailleurs, en application de l'article L.8222-6 du Code du travail et de l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.

### **13.3 Travailleurs handicapés**

Le titulaire devra se conformer strictement aux dispositions de l'article L.5212-1 et suivants du Code du travail.

### **Article 14. Arrêt de l'exécution des prestations**

---

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'université peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations à la fin de chaque mission.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **Article 15. Résiliation**

---

Le présent marché peut être résilié, à tout moment, par l'Université, conformément aux dispositions des articles 36 à 42 du CCAG-PI qu'il y ait ou non faute du Titulaire.

La résiliation du marché est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle comporte, s'il y a lieu, les dispositions particulières à respecter par le Titulaire jusqu'à la désignation d'un nouveau prestataire par l'Université.

### **Article 16. Nantissement**

---

En application de l'article R. 2191-45 du Code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient, diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

Suite à la notification, le titulaire pourra obtenir une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme par la personne responsable des marchés portant la mention : « copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire » pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti par demande écrite adressée au Service Achat-marchés de la DFC de l'Université à l'adresse électronique suivante : [marches.publics@listes.parisnanterre.fr](mailto:marches.publics@listes.parisnanterre.fr).

## **Article 17. Force majeure**

---

Si une partie (la "partie affectée") est empêchée ou retardée dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations aux termes du présent contrat (autre qu'une obligation de paiement) par un cas de force majeure ou fortuite, communément accepté par la jurisprudence, les obligations de la partie affectée sont suspendues tant que le cas de force majeure dure et dans la limite où elle est empêchée ou retardée.

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure, la partie affectée informe l'autre partie par écrit des raisons l'empêchant de s'acquitter de ses obligations et des mesures qu'il entend adopter afin de pallier dans la mesure du possible cette force majeure et d'en limiter les effets.

La partie affectée informe l'autre partie de la cessation de la force majeure et reprend l'exécution de ses obligations aux termes des présentes.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois à compter du jour où le cas de force majeure est apparu et notifié, l'autre partie peut résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit d'au moins quinze (15) jours ouvrés à l'autre partie et ce sans aucune indemnité.

## **Article 18. Changement affectant le titulaire**

---

Conformément à l'article **3.4.2 du CCAG-PI** le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la forme de l'entreprise ;
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- À son capital social ;
- Et, en général, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que l'université ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison avec les indications portées au présent Marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'UPN n'aurait pas eu connaissance.

## **Article 19. Droit d'usage des documents**

---

Conformément au chapitre VI du CCAG-PI, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **Article 20. Clauses de réexamen**

---

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable ou du fait d'une crise sanitaire ayant des impacts directs sur l'exécution du marché, une modification des prestations du marché s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ou les impacts directs d'une crise sanitaire sur l'exécution du marché donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

Concernant la mission n°3 (Aide à la rédaction, passation et au lancement des marchés), en cas de changement de stratégie d'achat et de rédaction de ses propres marchés par l'université ou de changement de vecteur contractuel, les parties conviendront du contenu de la mission et du nouveau prix par avenant. L'Université dispose de toute la liberté pour redéfinir le contenu de la mission et le titulaire s'engage à accepter la redéfinition en plus ou moins-value. Le nouveau prix peut entraîner une plus-value ou une moins-value. La négociation du nouveau prix entre le titulaire et l'Université s'inscrira dans le cadre du cout horaire de la mission.

## **Article 21. Litiges**

---

### **21.1 Contestation et litige**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Pour tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, il est rappelé qu'ont été constitués des comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution d'un marché.

En conséquence, le titulaire peut se prévaloir des articles L.2197-1 et suivants ainsi que des articles R.2197-1 et suivants du CCP et du décret n° 2005-818 du 19 juillet 2005 pour saisir le comité.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le comité visé, il est fait attribution de juridiction au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, seul compétent.

### **21.2 Règlement à l'amiable**

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

### **21.3 Règlement à juridictionnel**

En cas de recours contentieux, le tribunal territorialement compétent est celui dans le ressort duquel est exécuté le marché.

### **Tribunal administratif de Cergy-Pontoise**

2-4 Boulevard Hautil  
95000 Cergy  
Tél : 01 30 7 34 00  
Télécopie : 01 30 17 34 59  
Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## **Article 22. DEROGATIONS AU CCAG-PI**

---

<b>Articles du CCAP dérogeant</b>	<b>Articles du CCAG-PI dérogés</b>
2.2	4
3.1	4.1
3.5	4.2.1
3.5	4.2.2
10	14